

FSSgate: le gouvernement condamne les syndicats et veut voir la lumière être faite



L'affaire de manipulation de notes qui a soulevé un tollé tout au long de la semaine dernière et en début de cette semaine revient sur le tapis. Dans un communiqué daté de jeudi, le gouvernement togolais a déploré les amalgames et les velléités d'instrumentalisation du dossier avant d'exclure tout lien avec la politique. Il appelle les acteurs à la retenue et estime que la lumière doit être faite afin de préserver la crédibilité et l'image de la FSS et de l'institution universitaire.

Dans la note, l'équipe de Sélom Klassou indique avoir demandé à la présidence de l'Université de Lomé des explications et une mise au point circonstancielle concernant les faits à l'origine de la situation.

Il ressort des informations reçues par le gouvernement que suite à des plaintes et dénonciations répétées alléguant de pratiques frauduleuses dans le report des notes d'examens comptant pour l'année universitaire 2016-2017, les services compétents de la gendarmerie nationale ont été habilités par les autorités universitaires et décanales de la Faculté des sciences de la santé afin de mener des investigations

appropriées.

Les investigations de la gendarmerie ont conduit à la convocation suivie de la garde à vue du Professeur agrégé Ihou Wateba Majesté, 1^{er} vice-doyen de la FSS et des étudiants Tamekloe Amudzi Léontine et Dosseh Folly Yann Cédric.

{loadmoduleid 210}

Partant de ces faits, le gouvernement de Sélom Klassou condamne le fait que des organisations syndicales se soient emparées de cette affaire pour lancer des mouvements de grève.

« Dans ce contexte, des organisations syndicales se sont emparées de ce dossier comme principale revendication pour lancer des appels à des mouvements de grève et de contestations sociales, en l'occurrence dans les hôpitaux et centres de santé », lit-on dans le communiqué.

De même, les autorités togolaises déplorent les amalgames et les velléités d'instrumentalisation de cette affaire dont il est manifeste qu'elle n'a aucun lien avec des considérations politiques.

Le gouvernement appelle les acteurs à la retenue afin que les investigations puissent se poursuivre dans la sérénité et dans le respect de la présomption d'innocence et le souci primordial de recherche de vérité.

« Le gouvernement continuera de suivre cette affaire qui relève essentiellement du domaine académique, mais qui nécessite que toute la lumière soit faite afin de préserver la crédibilité et l'image de la FSS et de l'institution universitaire », conclut la note du gouvernement.

Signalons sur ce dossier que le Prof Ihou-Wateba, qui a fait une crise la semaine dernière, est toujours alité au Centre hospitalier universitaire Sylvanus Olympio (CHU-SO) de Lomé.

Son état de santé reste critique, selon les informations.